

## **Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

### **Absents / Excusés :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Audrey LLEDO

## **Rapport annuel du délégataire de service public de l'exercice 2018 DSP Fourrière Automobile - Approbation**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération en date du 3 novembre 2017, la Ville de Montpellier a confié à la société ENLEVEMENTS ET GARDIENNAGE SERVICES (EGS) l'exploitation du service public de la Fourrière Automobile par convention de Délégation de Service Public pour une durée de 7 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Par délibération en date du 3 avril 2018, l'avenant n° 1 a été passé pour autoriser la cession du contrat de Délégation de Service Public à la société dédiée ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE SERVICES MONTPELLIER (EGS Montpellier).

Conformément à l'article L1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit avant le 1<sup>er</sup> juin de chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP Fourrière Automobile portant sur l'année 2018 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil Municipal par délibération du 12 juin 2019 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Jean-Luc Cousquer, en date du 28 octobre 2019 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public, présidée par Vincent Haluska en date du 22 novembre 2019.

Il est désormais proposé au conseil de prendre acte de l'analyse du rapport du délégataire :

I) Rappel des principales modalités du contrat :

Le contrat de délégation a pour objet l'exploitation du service public d'enlèvement, sur le territoire de la Ville de Montpellier, aux fins de mise en fourrière, de gardiennage et de restitution des véhicules, conformément aux prescriptions du code de la route.

Le délégataire agit à la demande de la Ville de Montpellier après prescription d'un officier de police judiciaire ou d'un agent de police judiciaire adjoint, chef de la police municipale ou occupant ces fonctions.

Le délégataire perçoit directement auprès des propriétaires ou conducteurs qui retireront leurs véhicules, le paiement des frais occasionnés par la mise en fourrière dans le respect des tarifs fixés par arrêté interministériel. En cas de revalorisation, ces tarifs sont validés par le conseil municipal.

Dans le cadre de cette délégation, en complément d'activité, la ville de Montpellier a souhaité la mise en place d'une prestation d'enlèvement de véhicule hors d'usage (VHU) auprès des particuliers.

La délégation s'étend du 01/01/2018 au 31/12/2024, soit une durée d'exploitation de 7 ans. L'année 2018 porte donc sur la 1<sup>ère</sup> année de délégation.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

A/ L'activité

1/ Enlèvements de véhicules :

En 2018, le nombre de réquisitions reçues et traitées s'est élevé à 9 855.

Il est à noter que 86 interventions ont été annulées avant l'arrivée du camion du délégataire sur le lieu prévu de l'enlèvement.

L'activité Fourrière se compose de :

- 8 769 véhicules entrés en fourrière sur réquisition des autorités de police ;
- 879 véhicules ont fait l'objet d'une restitution sur le lieu de l'intervention ;
- 121 véhicules ont fait l'objet d'un déplacement technique.

Soit au total 9 769 interventions en 2018.

- ✓ 1 399 véhicules pour la police nationale (14%);
- ✓ 8 370 véhicules pour la police municipale (86%).

Le taux d'efficacité d'EGS Montpellier (nombre de réquisitions valables/nombre de réquisitions totales) s'élève à 99,13 %.

2/ Sorties de véhicules :

En 2018, les sorties de véhicules se répartissent ainsi, compte tenu également du stock existant sur l'exercice précédent :

- 7 673 enlèvements de véhicules facturés à leur propriétaire,
- 2 086 véhicules mis en destruction,
- 82 véhicules vendus par les Domaines.

Conformément à l'article 50 du contrat, il est prévu une prise en compte des annulations de procédure émanant des autorités de police compétentes. Pour l'année 2018, 59 procédures ont été concernées.

3/ Service d'enlèvement des Véhicules Hors d'Usage :

Afin d'améliorer la gestion en amont des véhicules épaves ou en voie d'épavisation sur le territoire de la Commune, il est mis en place dans ce nouveau contrat, un service d'enlèvement des Véhicules Hors d'Usage (VHU). Le délégataire prend en charge gratuitement l'enlèvement, la destruction physique et administrative, sur demande des propriétaires des véhicules.

Ce service concerne 32 véhicules pour l'année 2018.

B/ Principaux moyens mis en œuvre :

1 / Les terrains et locaux :

Deux terrains et des locaux sont mis à disposition par la Ville au délégataire :

- Un Site principal sis 1945 Avenue de Toulouse, d'une superficie totale de 6970 m<sup>2</sup> qui se compose de :
    - ✓ 5 540 m<sup>2</sup> de parking et surface ouverte de stockage, dont un parking accueil usagers ;
    - ✓ 1 200 m<sup>2</sup> de hangar ouvert à usage de stockage ;
    - ✓ 97 m<sup>2</sup> de locaux à usage de bureaux, vestiaires et sanitaires pour le délégataire.
- Ce site comprend également des bureaux contigus à ceux du délégataire réservé à l'unité fourrière de la Police Municipale. Cet agencement facilite la gestion de l'activité fourrière du fait de la complémentarité des deux activités administratives et opérationnelles.
- Un terrain de stockage sis 280 chemin de Poutigon est réservé principalement aux véhicules de type « judiciaires » et « volés ». Ce site de stockage annexe a fait l'objet d'un agrément par arrêté préfectoral du 22 février 2018.

Le site est desservi par les transports en commun, bus et ligne de tramway « arrêt Sabines ».

Les heures d'ouverture au public sont les suivantes : du lundi au vendredi de 7h00 à 20h00, le samedi 9h00 à 18h00. En dehors de ces horaires, une permanence est assurée 24h/24 et 7j/7.

2 / L'effectif :

Au 31 décembre 2018, les effectifs s'élevaient à 12 salariés : 1 responsable d'exploitation (cadre), 1 responsable technique (agent de maîtrise), 2 personnels d'accueil et 8 chauffeurs

Lors de l'absence longue durée de la chef d'exploitation, le directeur Fourrière EGS a assuré l'intérim. La prise de fonction d'un nouveau chef d'exploitation a eu lieu le 21/08/2018.

Le gardiennage du site, la nuit, les dimanches et jours fériés, est confié à une société extérieure.

3/ Véhicules d'enlèvement :

Le parc de véhicules est constitué de 10 véhicules de remorquage : un camion plateau, huit véhicules équipés d'un panier de remorquage et enfin un fourgon 9m<sup>3</sup> pour l'enlèvement des deux roues (location).

L'ensemble des camions est soumis aux contrôles obligatoires. Un outil informatique de géolocalisation de la flotte de véhicules de remorquage permet de rationaliser les trajets effectués et renforce la sécurité des équipages en mission.

Compte tenu des moyens humains et matériels la capacité de la fourrière est de 9 000 à 12 000 véhicules par an.

C/ La qualité du service public

Le site de la fourrière offre les conditions d'un service public de qualité qui a permis à la Ville d'élargir le périmètre Qualiville à l'accueil fourrière de la police municipale depuis 2013.

La certification Qualiville (AFNOR) pour le guichet police municipale a été reconduite en octobre 2018.

Dans le cadre de la démarche de certification ISO 9002, un audit d'EGS a été réalisé par l'AFNOR le 4 décembre 2018.

D) La grille tarifaire :

Les tarifs des frais de fourrière appliqués pour l'année 2018 correspondent aux tarifs indiqués dans l'annexe 5 du contrat DSP.

Ils sont issus de l'arrêté interministériel du 10 août 2017 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 fixant les tarifs des frais de fourrière pour automobiles.

Catégories de Véhicules	Opérations préalables	Enlèvements	Garde journalière
Véhicules Poids Lourds 3,5 t ≤ PTAC ≤ 44 t	22,90 €	122,00 €	9,20 €
Voitures particulières	15,20 €	117,50 €	6,23 €
Autres véhicules immatriculés Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles à moteur et quadracycles à moteur non soumis à réception	7,60 €	45,70 €	3,00 €

Au-delà de trois jours de présence sur le parc, les véhicules doivent faire l'objet d'une expertise. Ces frais s'ajoutent alors aux frais de fourrière dus par le propriétaire du véhicule.

Le coût des frais d'expertise est de 18,80 €, majoré des frais de dossier de 24 €, soit au total 42,80 €.

### III) Présentation et analyse du compte rendu financier

Pour l'année 2018, le rapport annuel du délégataire présente un résultat net déficitaire de -198 K€ alors que le compte d'exploitation prévisionnel prévoyait un résultat déficitaire de -34 K€ soit un écart de -164 K€.

Les produits d'exploitation s'élèvent à 1 430 K€ (-5%) par rapport au prévisionnel contractuel. Les produits d'exploitation se composent d'enlèvement pour 44% (622 K€), des ventes de ferraille pour 21% (298 K€), de gardiennage pour 11% (160 K€), des judiciaires pour 10% (145 K€), de facturation de terrain privé pour 7% (96 K€) et de produits divers pour 7% (109 K€).

Les charges d'exploitation s'élèvent à 1 650 K€. Elles se composent notamment des charges de personnel pour 50% (819 K€), de la redevance versée à la Ville de Montpellier pour 19% (314 K€), des frais et charges de gestion pour 10% (165 K€), des amortissements pour 6% (94 K€), de surveillance pour 5% (87 K€) et des frais de structure pour 4% (71 K€). On note une dérive importante concernant les frais de personnel qui s'élèvent à 819 K€ contre 648 K€ dans le compte d'exploitation prévisionnel, soit une augmentation de 171 K€ (+26%) expliquant ainsi, en majeure partie, le déficit de cette première année de contrat.

La redevance perçue par la Ville de Montpellier s'élèverait à 318 K€. Elle se compose d'une part fixe de 100 K€ et d'une part variable de 15% des produits d'exploitation. Cette redevance apparaît cependant à hauteur de 314K€ dans la comptabilité du délégataire et des négociations sont en cours sur ce point.

Malgré les capitaux propres négatifs de cette société dédiée consécutifs au déficit réalisé, la structure est portée par un groupe avec des capitaux propres conséquents.

Le contrat impose une politique d'entretien et de renouvellement à hauteur de 280 K€ sur la durée du contrat avec une clause d'engagement financier de reversement à la Ville de Montpellier en cas de non utilisation. Le délégataire a actuellement utilisé 23.5 K€ sur l'année 2018. A la fin de la délégation, les sommes non consommées seront remboursées à la Ville de Montpellier.

Conformément au contrat, le délégataire a dépensé 742 K€ en investissement dont 542 K€ en matériel de transport et 51 K€ en agencements (racks de stockage), constituant des biens de retour pour la Ville de Montpellier en fin de délégation. Des négociations sont en cours avec le délégataire sur l'état de l'inventaire (conformités des véhicules attendus au contrat et valeur nette comptable de fin d'année).

### IV) Conclusion et perspectives

Le résultat déficitaire consécutif d'une dérive financière relative aux charges de personnel est toutefois sans impact pour le délégant. Des dysfonctionnements d'ordre comptable, et de suivi administratif par le délégataire doivent être corrigés.

Cette première année de contrat, marque une hausse des interventions de 5% par rapport à la précédente délégation malgré un parc contraint avec un stock important de véhicules faisant l'objet de réquisitions judiciaires.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte de ce rapport du délégataire de services public au titre de l'exercice 2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Le Conseil prend acte du rapport.

**Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 26 décembre 2019**

Liste des annexes transmises en Préfecture :  
- RAD 2018 Fourrière Automobile

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20191219-111040-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 27/12/19  
Réception en Préfecture : 27/12/19

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.